



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCPa) Commun à tous les lots**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**

Établissement public administratif

Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions

1 rue Françoise Sagan – CS 60186 – 44802 Saint-Herblain Cedex

<http://www.nantesstnazaire.cci.fr>

SIRET 130 008 105 00186 – TVA n° FR34 130 008 105

## **Marché de prestations juridiques**

**N° marché : 2025 GCPN 4028**

## SOMMAIRE

PREAMBULE - DEFINITIONS .....	3
ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 PROCEDURE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 3 ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE 4 DUREE DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 5 PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 6 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL .....	5
6.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation .....	5
6.2 Revue de contrat du marché.....	5
ARTICLE 7 NATURE DES PRESTATIONS .....	6
7.1 Nature des prestations du lot 1 droit public / droit privé : .....	6
7.2 Nature des prestations du lot 2 droit social : .....	6
7.3 Nature des prestations du lot 3 droit fiscal .....	7
ARTICLE 8 BONS DE COMMANDE.....	7
ARTICLE 9 REMUNERATION .....	7
9.1 Contenu des prix.....	7
9.2 Mois d'établissement des prix .....	7
9.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise).....	8
9.4 Clause de sauvegarde .....	8
9.5 Application de la valeur à taxe ajoutée.....	9
ARTICLE 10 MODIFICATION DE MARCHÉ .....	9
ARTICLE 11 PENALITES .....	10
ARTICLE 12 OBLIGATION DE DISCRETION.....	10
ARTICLE 13 ASSURANCE.....	10
ARTICLE 14 MODALITES DE REGLEMENT.....	10
14.1 Paiement .....	10
14.2 Echéances de paiement .....	11
14.3 Modalités de transmission de la facturation .....	11
ARTICLE 15 DISPOSITIONS GENERALES .....	11
15.1 Mise en Œuvre.....	11
15.2 Cession.....	12
15.3 Sous-traitance.....	12
ARTICLE 16 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	12
ARTICLE 17 CLAUSE ANTI-CORRUPTION.....	16
ARTICLE 18 DEROGATIONS AU CCAG PI .....	17

## **PREAMBULE - DEFINITIONS**

### **Coordonnateur :**

Le membre du groupement désigné pour procéder, dans le respect des articles L.2113-6 et L.2113-7 du CCP, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant, à la notification des marchés, à la reconduction des marchés ou à leur résiliation éventuelle dans les conditions du CCAP. Le Coordonnateur est la CCINSN.

### **Membres du Groupement :**

Les entités partenaires sont adhérentes au groupement de commandes. Chaque membre procède à l'exécution du marché : émission des commandes, gestion des prestations, paiement des factures, différends et litiges. Ce sont les entités mentionnées à l'article 1 du présent règlement de la consultation.

### **Pouvoir Adjudicateur :**

Désigne la CCINSN, coordonnateur du groupement de commandes, qui est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire.

## **ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ**

L'objet de l'appel d'offres est un marché de prestations juridiques en conseil pour le compte des entités suivantes :

- **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NANTES ST-NAZAIRE (CCINSN)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION PAYS DE LA LOIRE (CCIR)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue – Intelligence Apprentie (GIPAFOC-IA)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,
- **LOIRE ATLANTIQUE NAUTISME (LAN)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44800 Saint-Herblain,
- **SEGESLO**, Lieu-dit le Chambeau, 44260 Savenay,
- **SAS BOIS DES RENARDIERES**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44800 Saint-Herblain,
- **CACIGAL**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44800 Saint-Herblain,
- **SCIC ESTUAIRE ENERGIES**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44800 Saint-Herblain.

## **ARTICLE 2 PROCEDURE DE PASSATION**

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée selon les dispositions de l'article R.2123.1 (3ème) et aux articles R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique,

**ET**

Sous la forme d'un marché à bons de commande suivant les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande avec un maximum de 300 000 € HT (toutes reconductions comprises).

### **ARTICLE 3 ALLOTISSEMENT**

Le marché est constitué de 3 lots. Dont l'objet de chacun figure ci-après :

- Le lot n°1 a pour objet : prestations juridiques en droit public et privé
- Le lot n°2 a pour objet : prestations juridiques en droit social
- Le lot n°3 a pour objet : prestations juridiques en droit fiscal

### **ARTICLE 4 DUREE DU MARCHE**

**Date estimative de début de marché** : septembre 2025 ou date de réception de notification du marché

**Durée du marché** : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 4 mois.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

### **ARTICLE 5 PIECES CONTRACTUELLES**

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE), un par lot
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCPa), commun à tous les lots,
- Le bordereau de prix (BP), un par lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI), en vigueur à la date de publication de l'avis de publicité du marché. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE
- Offre technique et financière des titulaires.

## **ARTICLE 6 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL**

### **6.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation**

#### **Principe général :**

Le présent marché est contracté par la CCINSN. La CCINSN met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses clients. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordonnateur CCINSN.

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec les titulaires du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Assurer un support aux entités partenaires en cas de difficulté technique ou contractuelle dans la mise en œuvre du marché
- A la demande d'un ou plusieurs entités partenaires, intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

#### **Responsable de compte du titulaire**

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur et des entités. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

### **6.2 Revue de contrat du marché**

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCINSN)
- Des représentants des entités partenaires

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire

- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

## **ARTICLE 7 NATURE DES PRESTATIONS**

Les prestations de conseil juridique consistent à assister les entités dans les matières de droit visées dans le CCPa du présent marché, pour :

- La réponse à des questions juridiques simples, par téléphone ou par consultation écrite,
- La réponse à des questions juridiques complexes,
- La rédaction et/ou la validation des actes administratifs unilatéraux ou contractuels, y compris les montages institutionnels ou contractuels complexes,
- L'assistance aux réunions de travail (sur site, de chantier, ou d'expertise) et l'assistance et/ou la conduite d'éventuelles négociations pour leur compte.

### **7.1 Nature des prestations du lot 1 droit public / droit privé :**

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 1, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Marchés publics,
- Délégation de service public,
- Domanialité publique,
- Droit administratif général,
- Droit public des affaires
- Droit des sociétés,
- Droit commercial,
- Droit des baux,
- Droit de la propriété intellectuelle,
- Droit immobilier....

### **7.2 Nature des prestations du lot 2 droit social :**

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 2, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Spécialisé en droit social ayant des connaissances approfondies en droit social des CCI (Statut du Personnel administratif des CCI, de la jurisprudence correspondante...),
- Droit du travail pour les personnels de droit privé suite à la loi PACTE.

### **7.3 Nature des prestations du lot 3 droit fiscal**

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 3, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Droit fiscal.

## **ARTICLE 8 BONS DE COMMANDE**

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum et un maximum de 300 000 € HT (toutes reconductions comprises) passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché sera lancé par l'émission d'un bon de commande par courriel, au vu de l'offre établie par le titulaire.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- les références tarifaires du BP
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

## **ARTICLE 9 REMUNERATION**

### **9.1 Contenu des prix**

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, le port, les frais généraux, frais d'assurance, frais de livraison et de déplacements, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La facturation devra mentionner notre numéro de commande.

### **9.2 Mois d'établissement des prix**

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

### **9.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)**

Les prix sont fermes pendant un an et seront révisés ensuite à la date anniversaire du renouvellement du marché selon la formule suivante :

Le coefficient de révision "Cr" applicable est donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (Im / Im0)$$

Formule dans laquelle :

Cr = coefficient de révision

Im0 = valeur de l'index national au mois m0.

Im = valeur du même index connu et publié au mois m.

Le marché est établi sur la base de l'indice national SYNTEC.

Les prix indiqués au bordereau des prix sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions de l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

**Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.**

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la CCINSN, par courriel, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Passé ce délai et en absence de réception de ce courrier, toute demande de révision sera refusée.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCINSN, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

### **9.4 Clause de sauvegarde**

La CCINSN se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date du changement de tarif dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble de prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation de plus de 3% annuel par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.



## 9.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

## ARTICLE 10 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCINSN se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Par application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, la CCINSN se réserve la possibilité de conclure ultérieurement des marchés négociés sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCINSN se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants des montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

## **ARTICLE 11 PENALITES**

Il n'est pas prévu de montant minimum et maximum de montant de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants.

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

### **Non-respect du délai de livraison d'un livrable**

En cas de retard sur le délai de livraison mentionné dans la commande, il sera appliqué des pénalités au titulaire d'un montant de 100 (cent) € par journée de retard.

### **Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :**

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 1 000 €.

## **ARTICLE 12 OBLIGATION DE DISCRETION**

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCINSN peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 13 ASSURANCE**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCINSN, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

## **ARTICLE 14 MODALITES DE REGLEMENT**

### **14.1 Paiement**

**Les factures seront adressées aux directions financières des entités du marché**, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro de la commande : sinon retour fournisseur.

## 14.2 Echéances de paiement

Pour la CCI Région Pays de la Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours suivant la réception de la facture.

Pour la CCI Nantes St-Nazaire, LAN, SEGESLO, SAS BOIS DES RENARDIERES, CACIGAL et ESTUAIRE ENERGIES, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours maximum fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 25 de chaque mois.

Pour IA GIPAFOC, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois.

## 14.3 Modalités de transmission de la facturation

Une fois le livrable des titulaires accepté sans réserve, dépôt des factures sur le portail **Chorus Portail Pro** [https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus\\_portail\\_pro/](https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/)

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera [nom de la structure] en tant que destinataire de la facture ; Concernant la CCINSN, le SIRET = 130 008 105 00186
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**,
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,  
**n° de marché : 2025 GCPN 4028.**

## ARTICLE 15 DISPOSITIONS GENERALES

### 15.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCINSN,
- A informer rapidement la CCINSN de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

## **15.2 Cession**

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCINSN.

## **15.3 Sous-traitance**

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCINSN aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCINSN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

## **ARTICLE 16 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAP-PI :

### **I. Propos préliminaires**

Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »).

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD »).

A ce titre, le Titulaire s'engage notamment à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Données à caractère personnel ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel ;

### **II. Définitions**

**CCI des Pays de la Loire** : ensemble des CCI de la Région des Pays de la Loire (CCI territoriales et CCI de région).

**Contrat(s)** : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

**DPO** : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

**Données à caractère personnel** : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

**Etat Membre** : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

**Lois sur la protection des données** : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

**Marché** : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

**Mesures techniques et organisationnelles** : l'ensemble des mesures nécessaires prises par le Titulaire afin de préserver la sécurité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

**Personne concernée** : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

**Point de contact** : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

**Prestation(s)** : il s'agit des prestations fournies par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du Marché.

**Registre des activités de traitement** : il s'agit d'un registre qui permet de recenser les traitements de données et de disposer d'une vue d'ensemble de ce que le responsable de traitement fait avec les données personnelles. Il permet notamment d'identifier : les parties prenantes ; les catégories de données traitées ; à quoi servent ces données, qui y accède et à qui elles sont communiquées ; combien de temps les données personnelles sont conservées ; comment elles sont sécurisées.

**Responsable de traitement** : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

**Tiers autorisé** : il s'agit d'un organisme qui peut accéder aux Données à caractère personnel parce qu'une loi ou le Responsable de traitement l'y autorise expressément.

**Tiers non-autorisé** : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

**Titulaire** : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

**Traitement** : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

**Violation de Données à caractère personnel** : il s'agit, au sens du RGPD, d'une violation de la sécurité suspectée ou réelle entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de Données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

### **III. Définition des rôles des parties**

La CCI et le Titulaire agissent en qualité de responsable de traitement pour les données à caractère personnel qu'ils mettent en œuvre dans l'exécution du présent du Marché.

### **IV. Obligations incombant au Titulaire au regard du RGPD**

#### **1. Contact**

Pour exercer ses droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire peut formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la [plateforme appel d'offre de la CCI](#), en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Le Titulaire devra s'assurer de la réception de sa demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où le Titulaire n'aurait reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, il devra contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Nantes St-Nazaire - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa [charte](#).

Si le Titulaire estime, après avoir contacté la CCI, que ses droits sur ses données personnelles ne sont pas respectés, il peut adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715-75334 PARIS CEDEX 07) - [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

#### **2. Traitement**

Le Titulaire traitera les Données à caractère personnel de la CCI dans le seul but de fournir les Prestations conformément au Marché.

#### **3. Mesures techniques et organisationnelles**

**3.1** Le Titulaire s'engage à mettre en place et à maintenir des Mesures techniques et organisationnelles afin de préserver la sécurité et la confidentialité des Données à caractère personnel, et notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés. Le Titulaire s'engage à ce que son personnel soit informé de ces obligations.

**3.2** La pertinence des mesures est soumise au progrès technique et aux développements postérieurs.

#### **4. Secret professionnel**

**4.1** Le Titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'il a pu recueillir à l'occasion des prestations.

Le Titulaire s'engage à respecter les lois sur la protection des Données à caractère personnel.

**4.2** Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'ensemble des documents et données communiqués au Titulaire dans le cadre de la prestation ne doit faire l'objet d'aucune divulgation et doit être soit détruit soit remis à la CCI à l'issue du marché.

**4.3** La CCI s'engage à faciliter les conditions d'exécution des Prestations. Le Titulaire s'engage à exécuter celles-ci avec la discrétion conforme aux usages de la profession.

#### **5. Engagements du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter exclusivement les Données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des Prestations, objet du présent Marché.
- Garantir la confidentialité des Données à caractère personnel et notamment ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des missions, ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées; ne pas divulguer ces documents ou informations à des Tiers non-autorisés ; et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ou données transmises en cours d'exécution du Marché.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à caractère personnel :
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des Données à caractère personnel ;
  - S'engagent à respecter la confidentialité des Données à caractère personnel ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

#### **6. Droit d'information des Personnes concernées**

Le Titulaire s'engage à fournir aux Personnes concernées par les Traitements, au moment de la collecte des Données à caractère personnel, l'information relative aux Traitements effectués.

#### **7. Violation des Données à caractère personnel ou des Lois sur la protection des données**

En sa qualité de responsable de Traitement, le Titulaire devra notifier à la CNIL toute violation de données à caractère personnel et procéder à toute information conformément aux articles 33 et 34 du RGPD.

Dans la mesure où la violation porterait sur les données à caractère personnel transmises au Titulaire par les bénéficiaires des prestations, objet du présent Marché, le Titulaire s'engage à informer la CCI dans les meilleurs délais de la notification à la CNIL et de l'information aux personnes concernées.

#### **8. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché**

Le Titulaire s'engage à communiquer à la CCI dès la signature du Marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en désigne un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions ; et à défaut le contact sera considéré comme le représentant légal du titulaire.

Pour la CCI, le DPO peut être contacté à l'adresse-mail suivante : [dpo@44.cci.fr](mailto:dpo@44.cci.fr)

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

## **ARTICLE 17 CLAUSE ANTI-CORRUPTION**

La CCI Nantes Saint-Nazaire est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d'intégrité de La CCI Nantes Saint-Nazaire. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.



Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement La CCI Nantes Saint-Nazaire de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

## **ARTICLE 18 DEROGATIONS AU CCAG PI**

Application des dispositions du C.C.A.G-PI sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

<b>Articles CCAP</b>	<b>Articles CCAG PI</b>
10	14.1 Pénalités
18	5.2 RGPD